



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION












Accord-Cadre à bons de commande mono-attributaire de prestations intellectuelles

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage de planification, d'ordonnancement et de coordination des études, des investigations et des travaux de régénération de l'écluse des Fontinettes

Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 20 mars 2026 à 12:00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Service Opérationnel de Lille
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|--|
|  | Objet | Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage de planification, d'ordonnancement et de coordination des études, des investigations et des travaux de régénération de l'écluse des Fontinettes |
|  | Mode de passation | Procédure adaptée (MAPA) de prestations intellectuelles |
|  | Type de contrat | Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande |
|  | Délai de validité des offres | 180 jours |
|  | Forme de groupement | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | PSE | Sans |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | 2 ans renouvelable une fois pour 2 ans soit une durée totale maximale de l'accord-cadre de 4 ans. |
|  | Visite sur site | Sans |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 5 |
| 1.1 - Objet | 5 |
| 1.2 - Mode de passation | 5 |
| 1.3 - Type et forme de contrat | 5 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 5 |
| 1.5 - Nomenclature..... | 6 |
| 2 - Conditions de la consultation..... | 6 |
| 2.1 - Délai de validité des offres..... | 6 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 6 |
| 2.3 - Variantes..... | 6 |
| 2.4 - Développement durable | 6 |
| 3 - Conditions relatives au contrat | 6 |
| 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution | 6 |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement | 6 |
| 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité..... | 7 |
| 4 - Contenu du dossier de consultation | 7 |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres..... | 8 |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 8 |
| 6.1 - Transmission électronique..... | 8 |
| 6.2 - Transmission sous support papier | 10 |
| 7 - Examen des candidatures et des offres | 10 |
| 7.1 - Sélection des candidatures | 10 |
| 7.2 - Attribution des marchés | 11 |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation | 13 |
| 8 - Renseignements complémentaires | 13 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact..... | 13 |
| 8.2 - Procédures de recours | 14 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage a pour objet de doter le Service Opérationnel de Lille (maitre d'ouvrage) et le Service Territorial Flandres-Lys (exploitant) d'outils pour le pilotage du projet de régénération de l'écluse des Fontinettes. Elle couvrira l'ensemble des études (maitrises d'œuvre, diagnostics et investigations diverses) ainsi que les travaux de régénération, y compris la régénération de la tête aval.

Les outils concerneront plus précisément :

- la planification des actions,
- l'analyse et la gestion des risques,
- la maîtrise des coûts,
- le suivi des délais.

Ainsi, sur la base des entrants techniques fournis par le maitre d'Ouvrage (DIMOA-SOL), l'exploitant (DT-ST) et son assistant maîtrise d'ouvrage technique (CEREMA), le titulaire devra définir l'ordre pertinent de réalisation des investigations, des études et des travaux, élaborer le planning détaillé et en assurer la coordination.

Cette mission visera à garantir la cohérence, l'avancement des opérations et le respect des délais et des coûts, tant en phase études qu'en phase travaux afin d'aboutir à une régénération complète de l'écluse à terme.

Lieu(x) d'exécution :
Ecluse des fontinettes
62510 Arques

1.2 - Mode de passation

Le marché prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, conclu via une procédure adaptée de prestations intellectuelles en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique, et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché relève ainsi d'une procédure adaptée. L'expression du besoin ne nécessitant pas de clarification des prestations, il n'est pas envisagé de procédure négociée.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre mono-attributaire avec un maximum, faisant l'objet de bons de commande, est passé en application des articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

La prestation est répartie en 4 missions définies comme suit :

| Mission(s) | Désignation |
|------------|-------------|
|------------|-------------|

| | |
|-------------|---|
| Mission N°1 | Planification et coordination des études et travaux : <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du planning - Mise à jour du planning |
| Mission N°2 | Analyse des risques et management des risques: <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de la matrice des risques - Mise à jour du management des risques |
| Mission N°3 | Assistance à maîtrise d’ouvrage pour l’estimation et suivi des coûts de l’opération: <ul style="list-style-type: none"> - Élaboration du budget estimatif des études (MOe/investigations) et travaux de régénération ainsi que la programmation annuelle associée - Mise à jour des budgets (y/c nouvelles études, investigations et travaux découlant des réflexions des différents intervenants du projet) et de la programmation annuelle |
| Mission N°4 | OPC des investigation et travaux sur le site |

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|---|
| 71240000-2 | Services d'architecture, d'ingénierie et de planification |
| 71356400-2 | Services de planification technique |

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. En cas de groupement conjoint, le pouvoir adjudicateur souhaite que le mandataire soit solidaire.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué à l'article 13 du CCAP et article 7.2 du présent document. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est de 2 ans renouvelable une fois pour 2 ans soit une durée totale maximale de l'accord-cadre de 4 ans.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées selon les dispositions prévues aux articles 11.4 et 11.5 du CCAP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents. **JOINDRE UNE ATTESTATION DE CONFIDENTIALITE (annexe 4 de l'AE)**

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication (AAPC);
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes - **à compléter par le candidat**
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) - **à compléter par le candidat**
- Les DC4 éventuels – **modèle fourni à compléter le cas échéant par le candidat**

Les pièces non-contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cadre de décomposition analytique des missions par profil clé (DA)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique : voir article 7.1 du présent RC
- Pièces de l'offre : voir article 7.2 du présent RC

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée.

Conflit d'intérêts

Afin qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêts à l'occasion de l'exécution du marché, objet de la présente consultation, chaque soumissionnaire s'engage à avertir sans délai le pouvoir adjudicateur, s'il se trouve en situation de détenir un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ de la présente consultation. Le cas échéant, le soumissionnaire peut néanmoins candidater au marché, objet de la présente procédure, à condition qu'il apporte la preuve au pouvoir adjudicateur qu'il ne dispose d'aucun avantage de nature à fausser la concurrence et à constituer une rupture d'égalité avec les autres candidats. Dans ces conditions, et dans l'hypothèse où les éléments d'information fournis par le candidat ne s'avéreraient pas suffisamment convaincants pour le pouvoir adjudicateur, sa candidature sera rejetée.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Voies Navigables de France
Direction Nord-Pas-De-Calais (Bureau Commande Publique)
37 rue du plat
BP 725
59034 Lille Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est souhaitée mais n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

ATTENTION: Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement remis dans leur offre, cependant celle-ci est facultative.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Pour l'analyse des candidatures, on utilisera les critères suivants :

- **Situation juridique :**

- Les documents et renseignements qui rendent recevables les candidatures en application des articles R2143-3 et suivants du code de la commande publique, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> ; ou le DUME (électronique) ;
- En cas de groupement, sa nature et le mandataire ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- La déclaration sur l'honneur que le candidat est en règle concernant l'emploi de travailleurs handicapés, au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

Les éléments permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat ou de chaque membre du groupement (et des sous-traitants envisagés) sont les suivants :

- **Capacité économique et financière :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

- **Référence professionnelle et capacité technique – références requises :**

- A. Expérience :**

Une présentation des principaux services élaborés au cours des 3 dernières années, indiquant notamment l'intitulé de l'opération, le cas échéant son montant, le contenu de la mission exercée, l'importance du projet, la date et le maître de l'ouvrage public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations du maître de l'ouvrage.

- B. Capacités professionnelles :**

L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

Les certifications de qualifications professionnelles suivantes :

- OPQIBI 0302 : Planification-Coordination (OPC) d'exécution complexe
- OPQIBI 0303 : Planification - Coordination des études
- OPQIBI 0304 : Planification - Coordination d'ensemble

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C. Capacités techniques :

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années disponibles.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|---|-------------|
| <p>Le critère « prix », noté sur 30 points (Note N_p), sera apprécié par rapport à l'offre la moins disant en utilisant la formule suivante :</p> $N_p = 30 \times \frac{MOMD}{MOJ}$ <p>Dans laquelle :</p> <p>MOMD : Montant de l'offre la moins disante</p> <p>MOJ : Montant de l'offre jugée</p> <p>La note est arrondie à 1 chiffre après la virgule.</p> | 30 points |
| <p>La valeur technique, notée sur 60 points (note N_t), sera appréciée au regard des sous-critères ci-dessous.</p> <p>Une note technique inférieure à 50 % de la note maximale entraîne l'élimination de l'offre, quelle que soit sa note financière.</p> <p>Sous-critère 1 : Équipe (30 points)</p> | 60 points |

| | |
|--|------------------|
| <p>Une note technique de 15 pages maximum annexes comprises (hors CV), rédigée en Arial 10, notée sur 30 points (SC2.1).</p> <p>Cette note comprendra une présentation complète de l'équipe spécifique dédiée à la réalisation de l'ensemble des éléments de missions du marché accompagnée d'un organigramme, des interactions entre les différents intervenants éventuels et la répartition de leurs tâches. Les CV détaillés des membres de l'équipe seront joints à la présente note (non comptabilisés dans les 15 pages maximum).</p> <p>Cette note devra obligatoirement comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une présentation détaillée de l'organigramme précisant pour chacun des membres, sa fonction au sein de l'équipe. L'organigramme présentera la mobilisation de l'équipe pour la conduite de l'ensemble des missions et l'organisation mise en place autour du référent principal et de son suppléant qui seront les interlocuteurs principaux de VNF pour ce marché. • Pour chaque membre de l'équipe dont les profils clés nommément désignés par ses soins à l'annexe 3 de l'Acte d'engagement) : présentation des compétences, qualifications et références personnelles jugées pertinentes au regard des prestations. Il est attendu le regroupement de compétences nécessaires au bon déroulement des missions. <p>Les curriculum vitae des intervenants pressentis seront transmis en annexe.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conclusion de la présentation par une note expliquant dans quelle mesure l'organisation de l'équipe proposée répond au besoin de VNF en termes de compétence de l'équipe, de coordination de celle-ci, et de temps passé pour chaque élément de mission. <p>Sous-critère 2 : Méthodologie/Organisation (30 points)</p> <p>Une note technique méthodologique de 30 pages maximum annexes comprises, rédigée en Arial 10, notée sur 30 points (SC2.2).</p> <p>Le candidat précisera l'organisation mise en place autour du référent principal et de son suppléant qui seront les interlocuteurs principaux de VNF pour ce marché.</p> <p>Il présentera également la méthodologie proposée pour la conduite de l'ensemble des éléments de missions (méthodes de travail, planification, répartition et suivi des tâches...) et démontrera l'adéquation des outils et logiciels proposés pour mener à bien l'ensemble des missions. Aussi, il explicitera les dispositions envisagées pour assurer la qualité des prestations ainsi que l'adéquation entre les temps passés et l'expertise mise en place pour chaque élément de missions.</p> <p>L'analyse du critère sera également appréciée au regard de la cohérence entre la méthodologie proposée et les temps passés par mission précisés dans la décomposition analytique des missions par profil clé.</p> <p>Pour ce sous-critère, des exemples de livrables peuvent être joints au mémoire ainsi que tout autre élément qu'il jugera utile pour illustrer la pertinence de sa méthodologie pourra être présenté.</p> | |
| <p>La valeur environnementale, notée sur 10 points (Ne), sera appréciée au regard d'une note environnementale de 5 pages maximum annexes comprises, rédigée en Arial 10, exposant les conditions d'exécution liées aux pratiques environnementales. Ainsi, le candidat devra décrire les moyens et méthodes déployés pour limiter les impacts de</p> | <p>10 points</p> |

| | |
|---|--|
| son activité sur l'environnement. Pour ce, il pourra étayer avec des actions concrètes mises en place dans le cadre de ses opérations et expériences antérieures (tableau bilan carbone, moyens de déplacements, flux numérique). | |
|---|--|

La note technique de l'offre sera établie en relation avec le poids respectif de chacun des sous-critères (SC) techniques selon la pondération suivante : $Nt \text{ (sur 60points)} = SC2.1 + SC2.2$

Chaque candidat se verra donc attribuer une note globale sur 100 cumulant la note sur le critère prix, celle sur le critère technique et celle sur le critère environnemental : $Ng = Np \text{ (sur 30)} + Nt \text{ (sur 60)} + Ne \text{ (sur 10)}$

Toute note strictement inférieure à la moyenne pour la valeur technique de l'offre est éliminatoire. L'offre ainsi éliminée sera rejetée sans être classée.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Pour l'application de l'article R 2143-6 et suivants du code de la commande publique, si le candidat n'a pas déjà fourni les pièces demandées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, elles lui seront demandées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) avant la notification du marché.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations compétentes prouvant qu'il a été satisfait aux obligations fiscales ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales et datant de moins de six mois ;
- Pour les entreprises de 20 salariés et plus, la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail.
- Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1. / Pour les entreprises étrangères : Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour accomplir une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 ou de documents équivalents ;
- La production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K-bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- En application de l'article D.8254-2 du Code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 de ce code (les ressortissants de l'Union Européenne, de l'Espace Economique Européen et de la Suisse ne sont pas concernés) ou une attestation sur l'honneur indiquant que vous n'employez pas de salarié étranger.

Ces documents seront remis par le candidat susceptible d'être retenu dans le délai de 8 jours à compter de la réception de la demande présentée par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 LILLE CEDEX

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 LILLE CEDEX

Tél : +33 320631300

Télécopie : +33 320306840

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr